

## TRIPARTITE ET AUGMENTATION DU SNMG

# Le montant minimum des pensions de retraite passe à 11 250 DA

**Suite à la décision du gouvernement de relever le montant du SNMG de 12 000 à 15 000 DA, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, dans le cadre de la tripartite, avec le patronat et l'UGTA, le montant minimum des pensions, qui de par la loi est de 75% du SNMG, passera de 9 000 à 11 250 DA par mois. Soit une augmentation de 2 250 DA.**

**P**our rappel, à l'issue de la tripartite qui s'est tenue les 2 et 3 décembre 2009, il a été convenu que le Salaire national minimal garanti (SNMG) augmente de 25% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, passant de 12 000 DA à 15 000 DA par mois. L'institution d'un montant minimum de pension date de 1994. Il a été indexé au SNMG par la loi n° 99-03 du 22 mars 1999 modifiant et complétant la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (publiée au JO n°20 du 24 mars 1999). L'article 4 de cette loi précise que «L'article 16 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite est complété et rédigé comme suit : le montant annuel de la pension de retraite ne peut être inférieur à 75% du montant annuel du Salaire national minimum garanti.

Le différentiel entre les avantages résultant des années validées au titre de la retraite et le montant minimum est à la charge de l'Etat». Fin de citation. Jusqu'au 31 décembre 2009, ce mon-

tant minimum sera de 9 000 DA : l'augmentation annoncée par la dernière tripartite le portera à 11 250 DA, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Plus de 800 000 retraités en bénéficieront, c'est-à-dire ceux qui ont une «petite» pension de retraite (après avoir cotisé pendant au moins 15 années).

## Pour les moudjahidine retraités, le minimum sera de 37 500 DA par mois !

Le montant minimum des pensions de retraite des moudjahidine passera de 30 000 DA à 37 500 DA par mois, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, suite à l'augmentation du SNMG. Il faut rappeler qu'au regard de la loi, pour les moudjahidine, ce minimum est fixé à 2 fois et demie le SNMG. L'ordonnance n°96-18 du 6 juillet 1996 modifiant et complétant la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (JO n° 42 du 7 juillet 1996) précise dans son article 14 que l'article

25 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 susvisée est modifié et rédigé comme suit : «Le montant annuel des pensions de retraite concédées aux moudjahidine par les présentes dispositions ne peut être inférieur à deux fois et demie (2,5) le montant du Salaire national minimum garanti». Fin de citation. 180 000 moudjahidine retraités seront concernés par cette augmentation, cette dernière étant à la charge du budget de l'Etat, et non de la CNR.

## Le montant maximum des pensions de retraite à 225 000 DA par mois !

Mais il n'y a pas que le montant minimum des pensions de retraite qui est indexé sur le SNMG. Pour rappel, la fixation du taux maximum de la pension à 80% avec plafonnement de l'assiette de calcul à 15 fois le SNMG ! Ce montant maximum pour un SNMG à 12 000 DA est de 180 000 DA par mois jusqu'au 31

décembre 2009. Avec le SNMG à 15 000 DA à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, ce montant maximum passera à 225 000 DA par mois, soit 22 millions 500 000 centimes ! Les «heureux» bénéficiaires sont une minorité de retraités issus de la haute fonction publique, des fonctions dirigeantes des secteurs public et privé économique, etc. Le taux de cette indexation au SNMG a été défini par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, complétée (dispositif de 1999) par un article 17 bis rédigé comme suit : «Nonobstant toute autre disposition en la matière, le montant maximum brut prévu à l'article 17 ci-dessus ne peut être supérieur à quinze (15) fois la valeur du Salaire national minimum garanti». Fin de citation. Dès que le SNMG augmente, il bénéficie aux «petits» retraités, mais en profitent surtout les moudjahidine retraités et les «grands» retraités. D'une «pierre, 3 coups» ! Et trop d'écart. Est-ce juste ?

Djilali Hadjadj

## SUR LE SITE INTERNET DE LA CNR

# Augmentation du montant de la majoration pour conjoint à charge

**S**uite à notre article publié dans le «Soir Retraite» du 25 novembre 2009 à propos de l'augmentation du montant de la majoration pour conjoint à charge, où nous nous interrogeons sur le nouveau montant de cette majoration, annoncée par le ministre en charge de la Sécurité sociale, et sur le silence de la CNR à ce sujet, cette dernière, le même jour, rectifiait le tir, sur son site Internet (\*), en confirmant l'informa-

tion, précisant même que «par arrêté n°147 du 18 octobre 2009 de monsieur le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le montant de la majoration pour conjoint à charge est fixé à 1 500 DA par mois. Ce montant concerne les pensions liquidées postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2000. L'effet financier de cette opération est fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2009.» Fin de citation. Donc les retraités concernés percevront doréna-

vant une majoration de 1 500 DA (au lieu de 1 250 DA actuellement) et un rappel : cette mesure s'appliquant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

D. H.

(\*) [www.cnr-dz.com](http://www.cnr-dz.com) : s'il vous plaît, monsieur le directeur général de la CNR, faites un effort pour dépoussiérer le site internet de votre organisme ! Les statistiques n'ont pas été actualisées depuis... 2006 et aïdek moubarak s'est arrêté à l'Aïd el-fitr.

## Courrier des lecteurs

### Qui ester en justice ?

Suite à l'article paru le 07/10/2009 ayant pour titre «Comment récupérer les années de travail non déclarées ?» et pour lequel j'ai eu pour réponse que le seul recours est la justice, je vous prie de bien vouloir, si c'est possible, me communiquer la procédure à suivre «quelle partie à ester en justice ? employeur, Cnas ou CNR ?» et ce, pour assister l'avocat à enrôler l'affaire.

Lotfi Slimane, Rouiba

**RÉPONSE :** Il faut ester en justice (à moins qu'il y ait prescription) votre ancien employeur — même si son entreprise a été dissoute !

### Transformation d'une pension d'invalidité en pension de retraite

J'ai travaillé de 1972 à 1992, date à laquelle j'ai été mis en convalescence longue durée jusqu'à ce jour. Bientôt, j'atteindrai l'âge de 60 ans et j'aimerais savoir si à mon admission à la retraite, je garderai le même montant de la pension que me verse la Sécurité sociale ou bien un autre calcul. Veuillez bien m'éclairer à ce sujet.

Cheikh Noureddine

**RÉPONSE :** L'assuré qui est titulaire d'une pension d'invalidité ou de maladie longue durée au titre du régime des salariés, lorsqu'il atteint l'âge de la retraite prévu par ce régime, sa pension de retraite

se substitue à la pension d'invalidité. Il est procédé au calcul de la pension de retraite sur la base des dispositions des lois relatives à la sécurité sociale (assurances sociales et retraite notamment), selon le cas ; le montant de la pension de retraite sera porté éventuellement au montant de la pension d'invalidité ou de maladie longue durée, s'il est inférieur à celui-ci.

### Régularisation à deux vitesses des pensions de retraite militaire

Nous sommes victimes d'une non-exécution d'une décision portant application de la régularisation des pensions de retraite, avec attribution des primes de fonction aux officiers du MDN (ministère de la Défense nationale) mis à la retraite à partir de 2003. Cette régularisation sélective n'a été effective qu'aux seuls officiers de grade colonel et général. De toutes nos interventions auprès de notre caisse de retraite pour réparer cette discrimination, cette structure reste cachée derrière la non-diffusion de texte d'application de leur tutelle (MDN). Nous vous remercions pour toutes les interventions que vous ferez pour la réparation de cette injustice.

Rachid Hanafi

**RÉPONSE :** A défaut de disposer de la réglementation évoquée par ce lecteur et de la décision de régularisation qui aurait été prise uniquement au

profit des gradés retraités cités, il nous est difficile d'apporter une réponse appropriée sur cette supposée régularisation à deux vitesses des pensions de retraite militaire. Nos tentatives pour en savoir plus auprès de la Caisse de retraite militaire n'ont pas abouti. Nous invitons ce lecteur et toute autre personne qui aurait pu être lésée à nous en dire plus à ce sujet. Affaire à suivre.

### Nul n'est censé ignorer la loi !

Ce que j'ai remarqué dans votre rubrique, c'est que vous n'allez pas au fond des choses. En plus, vous tombez dans le piège du gouvernement. Je m'explique : dans le cas du SNMG, le gouvernement dit que cette augmentation profite surtout aux retraités et aux moudjahidine, or vous devez savoir que c'est faux parce que ça ne profite qu'à tous les anciens moudjahidine et aux cadres supérieurs de l'Etat sans exception. Par contre, cela ne touche que les retraités qui ont une pension de moins de 15 000 DA. Les retraités qui ont plus de 20 000 DA ne sont pas concernés : cela, le gouvernement ne le dit pas et vous, dans votre rubrique, vous ne le dénoncez pas. Veuillez expliquer cela aux retraités : ne les laissez pas rêver, s'il vous plaît.

Khaled Arslane

**RÉPONSE :** Nous encourageons ce lecteur à prendre connaissance de la loi relative à la retraite, complétée et amendée, avant de se lancer dans des analyses farfelues et des jugements à l'emporte-pièce. Qu'il commence déjà par lire l'article ci-dessus à propos du SNMG.